

J'ai dû louper un épisode...

les interviews de Pascale Fourier

Gaël Brustier

Interview du 6 Février 2009

Thème: Parti Socialiste.

Partie 1/2

Quand le PS se revendique de la social-démocratie

Pascale Fourier : Dans votre livre, plusieurs fois vous utilisez quasiment de façon indifférenciée, ou tout du moins en première analyse, le mot « socialisme » et le mot « social-démocratie ». Effectivement j'avais repéré, depuis un certain temps, qu'on entend parler des socialistes comme étant des sociaux-démocrates. C'est une façon qu'ils ont eux-mêmes de s'appeler, depuis vraiment assez peu de temps. Est-ce qu'il y a une nuance entre social-démocrate et socialiste ? Ou, si on veut dire les choses autrement, est-ce que le fait que les socialistes maintenant se disent eux-mêmes sociaux-démocrates a un sens ? Est-ce que cette évolution a un sens ?...

Parti Socialiste... et social-démocratie

Gaël Brustier : L'évolution a un sens pour un certain nombre d'élites du Parti Socialiste. Historiquement, le Parti Socialiste se définissait en opposition à la social-démocratie, notamment le Parti Socialiste d'Épinay, puisqu'il n'avait pas vocation à aménager le capitalisme à Épinay, mais à favoriser la transition au socialisme, à une société socialiste. Dans les années 70, la social-démocratie est majoritaire en Europe, et l'enjeu par exemple pour les socialistes français est d'influencer les partis socialistes espagnols ou portugais au moment des transitions dans la région ibérique, et l'enjeu

pour le SPD allemand est de les influencer dans un sens social-démocrate.

Donc il y a aujourd'hui dans le fait de se revendiquer de la social-démocratie, de la part de certains seulement, la volonté de s'aligner sur ce qu'on appelle le Parti des Socialistes Européens (PSE), qui est dirigé par Rasmussen, et d'adopter les recettes - et les défaites- des social-démocraties européennes.

Les social-démocraties sont donc majoritaires dans l'espace germanique, Autriche, Allemagne; c'est aussi le New Labor; en Italie la social-démocratie a même laissé sa place simplement aux démocrates. Voilà. Donc on a une volonté simplement d'alignement idéologique d'une partie des élites. En général, cela survient avant les élections européennes, quand il faut faire ami-ami avec ses voisins et donner une espèce de semblant de vernis européen à son idéologie. Ceci dit dans les profondeurs du Parti Socialiste, on se définit comme socialiste, et pas comme social-démocrate...

Pascale Fourier : Tout à l'heure vous disiez que la social-démocratie était majoritaire en Europe. Ce que je n'ai pas réussi à comprendre, c'est si cela veut dire que le Parti Socialiste, tel que je l'ai connu quand, par exemple j'étais petite, était plus à gauche que l'ensemble des structures qui

se reconnaissent comme social-démocrates dans les autres pays ? Ou, dit autrement, ils n'avaient pas de parti socialiste chez eux ?...

Gaël Brustier : Incontestablement, le Parti Socialiste était le plus à gauche des partis socialistes européens, peut-être avec le PS belge, avec le PS suisse aussi, le parti travailliste à une certaine époque (fin des années 70, 79 particulièrement). Le cas de l'Italie est un peu particulier, parce qu'ils avaient un Parti Communiste extrêmement fort; en Espagne et au Portugal, la lutte a été menée entre les socialistes et les sociaux-démocrates, Mario Soares finissant par rompre l'alliance avec le PC avec le MFIA. Donc le PS, oui, effectivement à Épinay, au cours de tous ses congrès jusqu'à 83, est un des partis les plus à gauche d'Europe. Il l'est encore d'une certaine manière ensuite, et il y a un poids culturel qui pèse sur le Parti Socialiste qui fait qu'il a du mal à se fondre culturellement dans l'héritage social-démocrate européen.

Pascale Fourier : Pourquoi ?

Gaël Brustier : Cela, c'est inhérent à l'histoire du PS français depuis 1920, avant, avec la synthèse de Jaurès d'ailleurs, avec le fait que les socialistes, qui étaient par rapport aux communistes des sociaux-démocrates effectivement (puisque on opposait sociaux-démocrates et communistes), ont toujours espéré établir une société socialiste, une transition socialiste, et la conquête du pouvoir. Les discours de Blum sont des discours très influencés par le marxisme et le Parti Socialiste est un parti beaucoup plus influencé par un marxisme assez orthodoxe que d'autres partis européens qui ont adopté diverses révisions successives des doctrines socialiste et marxisme, jusqu'au mythique congrès de Bad Godesberg en 1959 que le PS nous présente comme une espèce de saut qualitatif... - alors que ce sont des recettes des années 50.

Pascale Fourier : Qu'est-ce que c'est, Bad Godesberg?

Gaël Brustier : Bad Godesberg, c'est le moment où le parti socialiste allemand décide d'abandonner toutes les références marxistes, la collectivisation de l'appareil de production etc.. Donc c'est le moment où il

se « social-démocratise », c'est-à-dire où il accepte le système capitaliste et où il accepte pour fonction d'avoir à l'aménager simplement, en partenariat avec les syndicats, et de ne pas renverser le système capitaliste. C'est propre aux années 50 d'abord, au système de développement économique allemand. C'est ensuite propre à l'histoire de l'Allemagne puisque les communistes allemands et les socialistes allemands, d'abord à cause de 1919 et l'exécution par les sociaux-démocrates des leaders spartakistes, et ensuite à cause de l'occupation des länders de l'Est par les soviétiques et la création de la RDA, se sont quelque peu fâchés. On le voit encore aujourd'hui puisqu'il est impensable pour un grand nombre de sociaux-démocrates de s'allier avec le parti Die Linke qui comporte en son sein d'anciens communistes d'Allemagne de l'Est.

La substitution de l'idéal européen à l'idéal socialiste.

Pascale Fourier : En France, finalement le Parti Socialiste est assez à gauche, jusqu'en 83. Il était uni, et brutalement il a changé ??? Qu'est-ce qui s'est passé en 83 ?

Gaël Brustier : Il y a toujours eu des tensions au sein du Parti Socialiste, dans les années 70, avec notamment la question de l'Europe. On a vu plusieurs débats dès le début des années 70: le rapport avec l'OTAN, le rapport avec le serpent monétaire européen, la définition du rapport avec les États-Unis. Il y a toujours eu de grands débats qui ont vu s'opposer les tenants d'une ligne plus radicale - on va dire le CERES de Jean-Pierre Chevènement par exemple-, et l'autre partie du Parti Socialiste, souvent rassemblée derrière François Mitterrand, mais pas toujours, qui était beaucoup plus modérée.

On a en 1983 un choix économique fondamental qui est celui de ne pas sortir du système monétaire européen et d'adopter une politique autre que celle pour laquelle la gauche a été élue en 1981. Donc 83, c'est le moment où on fait le choix de l'Europe plutôt que du socialisme. C'est assumé comme tel par François Mitterrand qui établit à ce moment-là que l'horizon des socialistes, et l'horizon pour la France, ce n'est pas le socialisme, c'est l'Europe.

Alors ça aboutit à 1992 - donc après l'Acte unique de 1985-86 mis en place par Jacques Delors, lui-même grand social-démocrate, puis 92 le traité de Maastricht- où les socialistes accomplissent une mue liée à l'adoption de l'Europe comme projet de substitution au socialisme et à un certain alignement atlantiste. À l'époque, en 1990-91, il y a un livre qui sort d'ailleurs de Didier Motchane qui est fondateur du CERES et qui accuse François Mitterrand de mener un « atlantisme en charentaises ». Le titre était assez drôle. Mais il symbolise bien le fait que, en fait, les socialistes quittent cette espèce d'originalité qui était la leur, , qui était en gros d'être un parti de transition socialiste, un parti républicain, et ils adoptent les recettes sociales libérales.

Ils pensent que le marché a gagné, ils adoptent également l'atlantisme puisque très vite ils adhèrent aux idées de George Bush père, le nouvel ordre mondial. Tout ça est symbolisée par le congrès de L'Arche au début des années 90 où Michel Charzat écrit un texte qui établit comme idée force la complexité du monde: le monde est complexe, donc on ne peut plus rien faire en gros... Je schématise, mais voilà. Donc ça, c'est l'histoire du PS. Le PS aujourd'hui moins à gauche qu'hier, peut-être... Moins à gauche que demain, ça c'est la question aussi... On verra...

Pascale Fourier : Je n'ai pas exactement compris pourquoi subitement, enfin du moins apparemment, les socialistes ont substitué le projet européiste au projet de construire le socialisme en France par exemple.

Le tournant de 1983

Gaël Brustier : D'abord, ça n'est pas subit. Il y a des tensions anciennes au sein du Parti Socialiste sur la question de l'Europe. Il y a des choix fondamentaux qui se font au début des années 80, des choix qui sont dictés par plusieurs considérations, des considérations géopolitiques de rapport avec les autres pays d'Europe de l'Ouest et avec les États-Unis. On est en pleine vague néolibérale. Thatcher et Reagan ont été élus, et on a un monde qui bascule dans le néolibéralisme. Et, à contretemps, la France essaie de bâtir le socialisme.

On a donc à ce moment-là le choix assez

fondamental de Mitterrand. Il y a deux voies. Celle de persévérer dans l'optique socialiste des 110 propositions de 1981, et de poser la question d'un gouvernement qui favorise la transition effective au socialisme (Ça, c'est souhaité toujours par le CERES et par une partie des amis de François Mitterrand, dont Pierre Bérégovoy d'ailleurs). Et puis il y a l'autre ligne qui est de se normaliser, de se normaliser par rapport à l'Europe, et cette ligne-là est favorisée par Jacques Delors, avec un certain talent d'ailleurs, et puis par des conseillers comme Élisabeth Guigou, qui sont contre la dévaluation, qui sont contre sortir du système monétaire européen parce qu'ils disent demain, ce sera pire. Donc il y a toute une technocratie qui en fait s'appuie sur le versant social-démocrate européen du Parti Socialiste et qui favorise la normalisation européenne de la France, c'est-à-dire l'adoption des recettes, petit à petit, libérales.

Il y a un symbole: en 1983, il y a un syndicaliste CFDT, dans l'Est de la France, en Lorraine, qui hurle - il y a une photo...- contre un député socialiste qui est en face,... et c'est le moment de la rupture avec les classes populaires. 1983, début la rigueur, l'alignement européen. Fin 83 comme par hasard, Dreux, percée du Front National. Et là, on a le tableau socio-politique des 25 années suivantes qui est établi. Toute l'intrigue se noue à ce moment-là, tous les acteurs du drame sont dès lors réunis.

Pascale Fourier : Tout à l'heure vous disiez « se normaliser par rapport aux autres pays européens » : mais pourquoi ? C'était quoi, leurs arguments ?

Gaël Brustier : L'argument, il est qu'on ne peut pas être seul, on ne peut pas construire le socialisme contre les vents dominants. « Les vents dominants », l'expression est de Jacques Delors. Les vents dominants donc, c'est le néolibéralisme. En janvier 1981, donc c'est juste avant l'élection de François Mitterrand, il ne faut pas oublier que Ronald Reagan a dit lors de son investiture à Washington: « L'État n'est pas la solution à notre problème, l'État est notre problème ». Donc il y a une percée des idées néolibérales partout.

Il y a dans la hiérarchie du Parti Socialiste et surtout dans la technocratie social-

libérale, déjà à l'époque, des gens qui estiment que l'on ne peut pas aller contre ces vents dominants et que l'on doit adopter des recettes plus libérales. En 1985-86, il y a un manuel qui sort, un livre d'économie, qui est signé de Jacques Delors et Pierre Moscovici, qui se présentent eux-mêmes comme des sociaux-libéraux. On trouve même dans le cinéma des dialogues de cette époque-là : « Je suis socialiste, je crois en une économie de marché », « Je suis socialiste, je suis pour une économie libérale », c'est Jean-Pierre Marielle qui le dit dans un film avec Daniel Auteuil ...C'est pour dire que culturellement, à ce moment-là, on commence à troquer le socialisme contre l'Europe... et puis on y adjoint un certain nombre d'idéologies un peu foireuses, il faut dire les choses comme elles sont, parce qu'elles ont fait beaucoup de mal à l'intelligence collective du Parti Socialiste et de la République: c'est l'antiracisme. C'est tout à fait sympathique de prime abord, mais l'antiracisme, c'est une espèce de succédané de la lutte contre les inégalités. Donc en fait, on invente les discriminations - qui existent, il y a beaucoup de sociologues qui ont démontré qu'on n'était pas discriminé uniquement sur des critères économiques, mais aussi sur des critères ethniques de couleur de peau. Mais même pas seulement. Ça peut être entre des individus dit d'une même ethnie, il peut y avoir des ségrégations qui sont liées à des codes, etc.. Mais l'antiracisme devient une espèce d'idéologie de substitution. Une espèce d'idéologie d'accompagnement. Et puis il y a une espèce de grand élan caritatif où tout le monde fait des disques pour tous les malheureux du monde sans se poser de questions politiques. Avec aussi en arrière-plan tout ce qui est la queue de comète des nouveaux philosophes, de l'idéologie antitotalitaire. Et puis l'ébauche de ce qui va devenir le néo-conservatisme européen, avec des gens comme Bernard Kouchner d'ailleurs.

Pascale Fourier : Tout à l'heure vous disiez que finalement, les socialistes ont fait le choix de suivre les vents dominants. Pourtant ces vents dominants, ce n'était pas la première fois qu'ils apparaissaient dans l'histoire et dans l'économie. Le libéralisme, on savait bien ce que c'était, ce n'était pas une grande nouveauté dont on ne savait pas ce que ça supposait. Or quand on écoute les socialistes, on a l'impression qu'ils n'ont pas

bien vu les choses...

Nouveauté du néolibéralisme.

Gaël Brustier : Le néolibéralisme tel qu'il apparaît dans les années 70 et 80 est une idéologie relativement nouvelle. Il a certes ce qu'on définissait aux États-Unis comme le parti du big business dans les années 1920. On a connu dans les années avant aux États-Unis des gens qui étaient proches des milieux d'affaires. Mais l'idéologie qui naît au sein du parti républicain dans les années 60 avec des théoriciens comme Friedmann qui influence beaucoup, comme Hayek sur le plan mondial, avec la Fondation du Mont Pèlerin, etc. sont des groupes qui renouvellent puissamment l'idéologie libérale, l'idéologie néolibérale: ils le revendiquent comme tel. Ils sont non pas libéraux, mais presque libertariens et tout ça naît au sein de la droite américaine anglo-saxonne où on établit les dogmes économiques qui sont non seulement libéraux, c'est-à-dire pour la libre entreprise - mais ça, ça peut se comprendre- , mais qui sont contre toute forme de régulation de l'État, qui sont pour le moins d'État, pour la réduction de l'État à sa portion congrue. Et c'est cette idéologie qui influence Ronald Reagan dès son élection comme gouverneur de Californie en 1966 et qui le mène au pouvoir en 1981. Donc ça, c'est relativement nouveau. Le néolibéralisme, c'est-à-dire de privatisation de tous les secteurs de l'économie., s'est mis en place d'ailleurs au Chili en 1973 par Pinochet qui fait venir un économiste qui est de l'école de Chicago et qui établit la privatisation totale de l'économie, la déréglementation dans le travail, la liberté totale d'entreprendre, mais qui fait fi de la démocratie puisque pour avoir une société épanouie, il faut dans le même temps enfermer des gens dans des stades et les torturer si possible.

Donc ça, c'est les premières ébauches du néolibéralisme. C'est une idéologie qui va beaucoup plus loin que la libre-entreprise, c'est une idéologie de destruction totale de tout ce qui peut être une entrave au marché. Donc le néolibéralisme, c'est ça. C'est l'édification d'un système complètement dédié au marché.

Pascale Fourier : Oui, mais quand les socialistes voient, ou votent, je n'en sais rien vous me le direz, la libre circulation des capitaux, l'ouverture des frontières aux marchandises etc., ils n'ont pas un instant penser aux conséquences que ça pouvait avoir? De laisser tant de pouvoir que cela aux détenteurs de capitaux qui pouvaient venir, s'en aller, repartir, investir, laisser tomber... Socialement, ça ne pouvait pas ne pas avoir d'influence, ça ne pouvait pas ne pas avoir d'influence de susciter de mise en concurrence les systèmes sociaux... donc du coup, pour ainsi dire invalider tout choix démocratique des peuples dans un territoire national...

Pourquoi le tournant de 83 ?

Gaël Brustier : Moi, je ne sais pas s'ils ont mesuré les conséquences. A l'époque, je n'ai pas pu en discuter avec eux parce que j'étais trop petit. Mais il est fort probable qu'ils aient simplement cru qu'il fallait le faire parce que c'était le seul moyen de dégager de la croissance. Leur problème, c'est qu'ils arrivaient après la crise, la crise d'années 70. Il fallait relancer l'économie et donc on a cherché aussi comment relancer la croissance. Il y a le problème des grandes entreprises, à l'époque qui font pression parce qu'elles cherchent à faire des profits et que les profits s'amenuisent. Donc on a, de la part de la technocratie du Parti Socialiste, la simple volonté peut-être de servir leur pays.

Ils se sont peut-être trompés de bonne foi. Moi je ne crois pas beaucoup à la figure du traître, du complot, ou du retournement de veste opportuniste par pur plaisir d'être opportuniste. Je pense qu'il y a une conjonction de facteurs. Un certain nombre de gens comme Jacques Delors ont pensé nécessaire de faire l'Europe par le marché pour avoir l'Europe sociale ensuite. Je pense que d'autres se sont rêvés au cœur de l'argent tout à fait avec bonheur - on voit ce que ça donne aujourd'hui, y compris en termes maintenant de retournements de veste. Mais je ne pense pas qu'ils aient véritablement fait le lien. Tout d'abord parce qu'ils n'avaient pas le recul historique. La percée des idées de Milton Friedmann, quand on fait le choix en 1983, la percée de ses idées date de 4,5 ans. Ce sont des idées

relativement neuves. Tout le monde y compris Yves Montand, ancien communiste, fait une émission sur la crise; tout le monde se pique de libéralisme, d'esprit d'entreprise: il faut se prendre en main, se secouer, et puis on va tous s'en sortir, en cassant l'État, la République et en donnant plus de marges de manœuvre aux actionnaires - et puis les décisions techniques petit à petit sur la création des marchés financiers, etc. Voilà. Je ne pense pas que ce soit délibéré. Je ne pense pas qu'il y ait une volonté délibérée chez les socialistes de trahir ce pour quoi on a été élu.

Je pense qu'il y a des choix assez fondamentaux de la part de François Mitterrand, des choix géopolitiques qui peuvent se comprendre dans le contexte dans lequel on est dans les années 80. Il dit à Régis Debray d'ailleurs: « Voyez votre ami Allende, il s'est mis à dos les États-Unis et la bourgeoisie. On ne peut pas se mettre à dos les deux en même temps ». En gros, j'ai effrayé la bourgeoisie française, qui fantasmait complètement sur Mitterrand marxiste, je ne peux pas faire du mal aux Américains. Donc il faut être conscient de ces réalités géopolitiques-là, du jeu qu'a joué Mitterrand, et puis son tempérament, qui est celui d'un homme politique qui veut durer. Il a un rapport au temps qui est particulier, qui est aussi lié à son état personnel dès la fin 81: il veut durer et imprimer sa marque au pouvoir, fût-ce au détriment du socialisme....